

# éducation. Menace d'attentats

## Des établissements de nouveau visés

**DES MESSAGES** de menaces d'attentat visant des établissements des Hauts-de-France ont été diffusés vendredi soir et hier matin via leurs Espaces numériques de travail (ENT) piratés, selon les rectorats d'Amiens et de Lille.

« Lundi, 122 établissements vont exploser », est-il écrit dans un message, envoyé aux parents d'élèves d'un collège lillois. L'auteur du message menace également de s'en prendre à la chaîne de télévision CNews.

« Les comptes ENT de plusieurs établissements de l'académie ont été piratés cette nuit », a reconnu le rectorat de Lille dans un communiqué, refusant de préciser le nombre d'établissements touchés. « Pour chacune des situations, le référent police ou gendarmerie est contacté et une plainte sera déposée », ajoute cette source.

Dans l'académie voisine d'Amiens, le rectorat a reconnu des piratages du même ordre. « A ce stade », cinq établissements « sont concernés », trois lycées et deux collèges, a précisé la préfecture de la Somme à la mi-journée.

Comme celui envoyé au collège lillois, le message reçu par les établissements de l'académie d'Amiens « fait bien état d'un nombre d'établissements » visés, indique le rectorat d'Amiens.

Dans les deux académies, les accès aux ENT sont suspendus « jusqu'à nouvel ordre », indiquent le rectorat de Lille et la préfecture de la Somme.

« Les établissements scolaires restent ouverts ce lundi, dans des conditions de sécurité renforcées pour les cinq établissements cités », en présence notamment de forces de police et de gendarmerie, souligne la préfecture de la Somme.

« Des dépôts de plaintes ont été effectués en parallèle par les chefs d'établissement et par le rectorat afin de permettre les premières investigations », précise-t-elle.

« Plusieurs » signalements ont été effectués sur la plateforme Pharos, qui permet de signaler les contenus illicites en ligne, a indiqué une source policière.

Une cinquantaine d'établissements d'Ile-de-France, principalement des lycées, ont subi une vague similaire mercredi et jeudi, via l'envoi sur leurs plateformes ENT de messages de menaces d'attentat accompagnés d'une vidéo de décapitation.